



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Limousin

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2019 - 31/12/2019
Version	2019.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	17/09/2020

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP074
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Limousin
Période de programmation	2014 - 2020
Version	11.1
Numéro de la décision	C(2019)4578
Date de la décision	18/06/2019
Autorité de gestion	Région Nouvelle-Aquitaine
Organisme de coordination	Mission de coordination des organismes payeurs (MCFA)

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	12
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	44
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	45
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	45
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	48
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	49
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	49
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	49
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	50
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	52
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	53
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).	53
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	54
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	55
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	55
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	56
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME	58
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	58
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	58
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	59
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	60

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	64
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	65
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	66
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	67
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	69
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	70
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	76
Annexe II	77
Documents	86

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2019			0,01	1,38	0,73
	2014-2018			0,01	1,38	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2019					25,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2019					0,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2019			4,00	3,81	105,00
	2014-2018			4,00	3,81	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2019	10,08	123,28	10,12	123,77	8,18
		2014-2018	7,65	93,56	7,66	93,69	
		2014-2017	9,08	111,05	4,87	59,56	
		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	80 000,00	2,88	76 143,90	2,74	2 777 778,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	79 375 035,98	109,99	50 601 470,14	70,12	72 165 706,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	321 770,83	31,03	0,00	0,00	1 036 800,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	79 776 806,81	105,00	50 677 614,04	66,70	75 980 284,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2019	5,46	67,17	5,46	67,17	8,13
		2014-2018	4,45	54,75	4,45	54,75	
		2014-2017	15,66	192,66	3,28	40,35	
		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	29 178 354,91	71,49	19 684 785,32	48,23	40 812 628,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	29 178 354,91	71,49	19 684 785,32	48,23	40 812 628,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2019	2,25	49,46	1,81	39,79	4,55
		2014-2018	2,07	45,50	0,25	5,50	
		2014-2017	2,47	54,30	1,81	39,79	
		2014-2016	1,80	39,57			
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)		2014-2019			2,73	30,33	9,00
		2014-2018			1,80	20,00	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 309 163,71	61,56	1 364 088,44	36,37	3 750 960,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	5 734 718,05	53,70	2 211 678,25	20,71	10 678 427,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
Total	O1 - Total des dépenses	2014-2019	8 043 881,76	52,83	3 575 766,69	23,49	15 225 730,00

	publiques						
--	-----------	--	--	--	--	--	--

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2019			1,21	41,87	2,89
		2014-2018			0,88	30,45	
		2014-2017			0,62	21,45	
		2014-2016					
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2019			16,75	221,60	7,56
		2014-2018			8,51	112,59	
		2014-2017			7,27	96,18	
		2014-2016			0,61	8,07	
		2014-2015			0,61	8,07	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2019			11,37	216,42	5,25
		2014-2018			8,51	161,98	
		2014-2017			6,89	131,14	
		2014-2016			0,37	7,04	
		2014-2015			26,54	505,17	
Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)		2014-2019					30,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	69 808,80	6,80	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	241 221,44	20,03	73 295,87	6,09	1 204 450,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	5 409 265,83	33,23	2 180 155,07	13,39	16 279 739,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	36 161 540,69	96,21	26 347 973,59	70,10	37 586 204,00

M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	39 193 700,10	130,39	11 884 102,78	39,54	30 058 052,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	464 428 536,18	88,44	464 428 536,18	88,44	525 126 759,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	545 504 073,04	89,24	504 914 063,49	82,60	611 294 458,00

Domaine prioritaire 5B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)		2014-2019	1 689 611,85	143,87	1 689 611,85	143,87	1 174 381,00
		2014-2018	1 176 205,43	100,16	1 176 205,43	100,16	
		2014-2017	1 317 540,54	112,19	927 103,46	78,94	
		2014-2016			887 524,53	75,57	
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	71,02	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	502 514,09	95,09	489 282,61	92,58	528 471,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	502 514,09	95,09	489 282,61	92,58	528 471,00

Domaine prioritaire 5C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2019					16 400 000,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2019			4,19	95,75	4,38
		2014-2018			3,97	90,72	
		2014-2017			1,86	42,50	
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	46 887,17	41,18	32 371,80	28,43	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 455 011,37	50,97	798 146,07	16,57	4 816 724,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	4 117 170,77	79,91	2 862 663,00	55,56	5 152 306,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	15 256 219,05	74,40	11 861 051,27	57,84	20 506 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	21 875 288,36	71,51	15 554 232,14	50,85	30 588 900,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2019					39,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	3 042 429,13	45,06	1 872 091,41	27,73	6 751 914,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	3 042 429,13	45,06	1 872 091,41	27,73	6 751 914,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2019					24,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2019					87,44
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2019			71,96	99,98	71,98
		2014-2018			71,96	99,98	
		2014-2017			71,96	99,98	
		2014-2016			71,96	99,98	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	9 126 587,67	34,70	1 917 507,02	7,29	26 301 111,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	13 715 274,48	31,01	6 312 390,91	14,27	44 231 663,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	22 841 862,15	31,81	8 229 897,93	11,46	71 804 774,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

L'année 2019 est la sixième et avant dernière année effective de la programmation 2014-2020. Le retard de programmation des premières années de réalisation du Programme de Développement Rural (PDR) Limousin a été en partie résorbé avec un taux de programmation général de 78,3 % de la maquette globale, un taux d'engagement de 76,6% et un taux de paiement de 66,8%.

Néanmoins, il subsiste certaines disparités entre les dispositifs du programme. En effet, les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement, accusent encore un retard important qui commence à se résorber en 2019 avec une courbe des paiements en nette hausse qui se perçoit de manière plus significative depuis début 2020.

Par ailleurs, plusieurs modifications du PDR ont eu lieu en 2019 préparées avec le partenariat et les services de la Commission européenne :

- Modification ICHN: la mesure 13 a fait l'objet d'une modification du cadre national adoptée par la Commission européenne le 27 février 2019 afin de prendre en compte l'évolution de la délimitation des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques qui entre en vigueur à compter de 2019, en application des articles 32.3 et 32.4 du règlement (UE) n° 1305/2013. L'octroi d'un paiement dégressif a été accordé aux agriculteurs établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la nouvelle délimitation.
- Modification "Desserte forestière": valorisation des projets collectifs du point de vue du taux d'aide dans le but de mutualiser la maîtrise d'ouvrage et de favoriser l'émergence de projets cohérents à l'échelle des territoires.
- Modification stratégique: la dynamique de la programmation présentait des mesures sur lesquelles une forte pression financière était exercée, comme les aides du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Parallèlement d'autres types d'opération disposaient de ressources encore importantes, permettant ainsi un redéploiement des crédits pour mieux répondre aux besoins du territoire. Certains de ces redéploiements ont entraîné la fermeture de types d'opération pour lesquels la Région ou d'autres partenaires financiers sont intervenus directement sans contrepartie FEADER. Cela permet de cibler l'intervention du FEADER sur certains types d'opération en rationalisant les temps de traitement administratif des différentes aides. De plus, la dynamique de la mesure 11 relative à l'Agriculture Biologique dont la maquette a déjà été augmentée en 2017 et 2018 se confirme et se traduit par un nouvel abondement de la mesure orienté sur l'opération 11.2 de maintien à l'agriculture biologique.

Par ailleurs, l'année 2019 marque l'entrée en vigueur effective du fonds ALTER'NA, instrument financier de la Région Nouvelle-Aquitaine. Lancé en 2018, ALTERNA est doté de 30 millions d'euros provenant de fonds régionaux et du FEADER auxquels se sont ajoutés 6 millions d'euros supplémentaires de fonds Junker portant à 240 millions d'euros le potentiel de fonds mobilisables pour les acteurs du territoire.

Ce nouvel instrument financier, dont la gestion a été confiée au FEI, est un outil supplémentaire au service de la transition agro-écologique que la Région Nouvelle-Aquitaine souhaite porter. Il permet au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et

de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc.

Depuis le 3 octobre 2019, les offres de prêts ALTERNA sont disponibles auprès des 3 banques (intermédiaires financiers) lauréates de l'appel à manifestation d'intérêt lancé au printemps par le FEI. Il s'agit du Crédit agricole, de Banque populaire et du Crédit agricole – CIC.

ALTERNA vise à

- Favoriser un meilleur accès au financement pour les projets risqués ou pour des nouvelles exploitations ou entreprises sans historique de crédit,
- Alléger les conditions et exigences en cas d'insuffisance de garanties par rapport aux exigences standards des banques
- Proposer des prêts d'investissement ou de développement à des conditions préférentielles en termes de taux d'intérêt, et de limitation de garanties personnelles.

Les données concernant le fonds Alter'Na sont évoquées ci-dessous dans la mise en oeuvre relative au Domaine Prioritaire 2A.

Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en oeuvre portant sur l'année 2019 :

L'Autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments :

- Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en oeuvre 216/2018), l'autorité de gestion continue à utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement
- La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans toutefois entacher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO. Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section s'arrêtent au 31/12/2019. Elles peuvent parfois être complétées par des données 2019, identifiées en tant que telles, lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications complémentaires sur les retards de mise en oeuvre.

1. Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015 2016, 2017 2018 et 2019:

La mise en oeuvre des dispositifs du PDR Limousin sur le territoire a progressé de manière significative en 2019 et a permis :

- l'engagement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Limousin de 681,90 M€ (+ 32 points par rapport à 2018 où l'engagement était de 468M€) répartie comme suit au sein des priorités :
 - 14,42 % sur la priorité 2 dont 10,29 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,13 % sur le domaine

- prioritaire 2B,
- 1,76 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
- 76,06 % sur la priorité 4,
- 3,77 % sur la priorité 5 dont 0,07 % sur le domaine prioritaire 5B et 3,70 % sur le domaine prioritaire 5E,
- 3,99 % sur la priorité 6 dont 0,45 % sur le DP 6A et 3,54 % sur le DP 6B
-
- le paiement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Limousin de 523,79 M€ (+ 26 points par rapport à 2018 où le paiement était de 391 M€) répartie comme suit au sein des priorités et domaines prioritaires :
 - 13,04 % sur la priorité 2 dont 9,68 % sur le domaine prioritaire 2A et 3,36 % sur le domaine prioritaire 2B,
 - 0,69 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
 - 80,79 % sur la priorité 4,
 - 3,56 % sur la priorité 5 dont 0,09 % sur le domaine prioritaire 5B et 3,47 % sur le domaine prioritaire 5E,
 - 1,93 % sur la priorité 6 dont 0,36 % sur le domaine prioritaire 6A et 1,57 % sur le domaine prioritaire 6B

En 2019, 39 TO étaient ouverts sur le PDR Limousin soit 496 M€ de FEADER programmés.

1.1 Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales

- **Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales**

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 1 et 16 activées dans le cadre du domaine prioritaire 1A (TO 1.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1) et la mesure 16 activée dans le cadre du domaine prioritaire 1B (16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1).

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1.	2 805 812	5	322 905	11,5%	1	62 828	2,2%	0	0	0,0%
16.1.1	442 422	2	442 422	100,0%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
TOTAL	3 248 234	7	765 327	23,6%	2	265 544	8,2%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 7 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 765 327 € soit un taux de programmation de 23,6%.

- 2 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 265 544 € soit un taux d'engagement de 8,2%
- 0 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1.	2 805 812	33	2 249 596	80,2%	12	759 987	27,1%	4	97 664	3,5%
16.1.1	442 422	2	442 422	100,0%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
TOTAL	3 248 234	35	2 692 018	82,9%	13	962 703	29,6%	4	97 664	3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 35 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 2 692 018 € soit un taux de programmation de 82,9%.
- 13 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 962 703 € soit un taux d'engagement de 29,6%
- 4 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 97 664 € soit un taux de paiement de 3%.

TO 1.2 - Projets de démonstration et actions d'information

Ce dispositif a connu deux appels à projet dans la version initiale du dispositif du PDR Limousin. Les dossiers retenus au titre des appels à projets 2015 et 2016 correspondent à des actions d'information ou de démonstration sur l'ensemble des filières du territoire : viande, lait, fleurs et plantes, fruits et légumes, etc. Les projets retenus sont portés par des structures de développement agricoles, dont les chambres d'agriculture pour près d'1/3 des dossiers.

Les dossiers programmés ont pour public cible quasi exclusivement des agriculteurs. Dans 30% des cas les actions sont ouvertes à des techniciens agricoles ou autres acteurs de la filière.

Plus de la moitié des actions concerne la préservation de l'environnement en publiant des informations sur des données techniques pour accompagner les agriculteurs dans des pratiques plus durables. ¼ des actions de diffusion ou d'information portent sur des données technico-économiques d'une filière et ¼ porte sur des aspects techniques autres que strictement environnemental (souvent des aspects d'innovation en agriculture).

La moitié des actions programmées consiste en la publication de brochures papier, de publications sur

internet, etc. L'autre moitié concerne des actions de démonstration avec réunion sur le terrain en condition de production. Plus particulièrement 4 actions concernent de l'achat d'espace dans la presse pour communiquer sur une pratique particulière et 10 actions concernent des réunions en salle du type « table ronde ».

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul co-financeur de ce type d'opération.

Un nouvel AAP a été lancé en 2018 avec pour objectif de mettre en place des systèmes de production plus performants et durables, de renforcer les synergies entre acteurs, de consolider le système de recherche-innovation et d'assurer le maintien de l'élevage. Au vu des problématiques et enjeux identifier la Région a défini 4 axes de travail :

- Développer la compétitivité des filières en favorisant la diffusion des innovations auprès des professionnels
- Favoriser l'autonomie alimentaire dans les élevages
- Réduire la quantité d'intrants utilisés
- Garantir la biosécurité pour éviter les épizooties et les pertes économiques qui en découlent.

Cet appel à projet permettait aux potentiels bénéficiaires de déposer des dossiers pluriannuels se déroulant sur les années 2018 et 2019. 5 dossiers ont été programmés en 2019 pour 322 905€ de FEADER.

La Région, a également voulu inscrire dans un pacte d'ambition régionale des objectifs pluriannuels en matière de développement de l'agriculture biologique, d'approvisionnement local, d'accompagnement des entreprises agricoles et agroalimentaires et des organisations qui les appuient. Ce pacte est la continuité du Programme national Ambition Bio. Ce pacte fixe les objectifs suivants :

- Développer les surfaces en agriculture biologique pour atteindre 10 % de la SAU régionale en Bio à l'horizon 2020 ;
- Développer le chiffre d'affaire pour atteindre 1,2 milliards d'euros de chiffre d'affaire bio à l'horizon 2020 ;
- Améliorer l'organisation des filières et aller vers une juste répartition de la valeur ajoutée ;
- Favoriser le développement du bio dans la restauration hors domicile et sur les marchés locaux, et notamment atteindre, en 2020, un taux de 20% de produits bio dans les cantines des lycées ;
- Apporter clarté et visibilité dans les soutiens publics.

L'appel à projet s'est réalisé sur l'année 2019 avec une date de dépôt au 30/11/2018. 3 dossiers ont été déposés et retenus pour une enveloppe FEADER de 237 124,61€.

TO 16.1.1, TO 16.4.1 et TO 16.7.1 :

Pour la mesure 16.1, un appel à projet a été lancé en juin 2018 et clôturé fin août : 23 projets PEI ont candidaté. 8 ont été retenus permettant la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. 2 projets ont été programmés sur le PDR Limousin pour 442 422 € de FEADER ce qui représente 98% de la maquette. Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets lancé en 2019.

Le dispositif de coopération en faveur des circuits courts (TO 16.4) a été fermé lors de la modification stratégique du PDR Aquitaine en 2019. L'Autorité de gestion a choisi de lancer des appels à projets hors

FEADER pour permettre de financer les projets sur cette thématique dans des délais plus restreints.

Le dispositif de coopération en faveur des stratégies locales de développement forestier (16.7) est toujours ouvert en Limousin.

Les dispositifs 16.2.1 et 16.5.1 ont été fermés lors de la modification stratégique de 2017 et fusionnés avec la mesure 16.1 dans une unique mesure PEI pour lesquels les bénéficiaires sont identiques.

- **Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement**

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non mise en œuvre en 2017.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
16.1.1	442 422	2	442 422	100,0%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
16.7.1	601 360	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	1 043 782	2	442 422	42,4%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 442 422 € soit un taux de programmation de 42,4%.
- 1 dossier a été engagé en 2019 pour un montant de 202 716 € soit un taux d'engagement de 45,8%
- 0 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
16.1.1	442 422	2	442 422	100,0%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
16.7.1	601 360	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%

TOTAL	1 043 782	2	442 422	42,4%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
-------	-----------	---	---------	-------	---	---------	-------	---	---	------

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 442 422 € soit un taux de programmation de 42,4%.
- 1 dossier a été engagé depuis le début de la programmation pour un montant de 202 716 € soit un taux d'engagement de 45,8%
- 0 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 4, 6 et 16, (soit 8 TO : 1.2.1 ; 4.1.1 ; 4.1.3 ; 4.1.4 ; 4.1.5 ; 4.2.2 ; 4.2.3 ; 4.3.2 ; 16.1.1) dans le cadre du domaine prioritaire 2A et la mesure 6 (soit 2 TO : 6.1.1 ; 6.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

Les TO suivants n'ont pas été lancés sur la période 2014 – 2019 :

- TO 4.2.2 : transformation, un appel à projets sur fonds Région a été lancé en 2017 pour éviter tout retard de paiement pour les bénéficiaires. Sur la période 2015 – 2016, ce dispositif était intégré dans le TO 4.1.1. Ce TO a été fermé en 2019 et désormais seule la Région intervient sur ce dispositif sur ses propres crédits.
- TO 16.1.1 cf. explication DP 1A

• Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	1 780 000	5	322 905	18,1%	0	0	0,0%	0	0	0,0%

4.1.1	36 394 202	259	2 271 995	6,2%	275	2 437 215	6,7%	413	3 327 129	9,1%
4.1.3	7 099 281	85	1 042 764	14,7%	63	715 495	10,1%	74	893 854	12,6%
4.1.4	2 398 960	0	0	0,0%	1	39 241	1,6%	0	0	0,0%
4.1.5	331 443	24	61 041	18,4%	30	60 990	18,4%	17	32 214	9,7%
4.2.3	600 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.3.2	1 018 039	23	466 166	45,8%	23	466 166	45,8%	5	123 284	12,1%
16.1.1	442 422	2	442 422	100,0%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
TOTAL	50 064 347	398	4 607 294	9,2%	393	3 921 823	7,8%	509	4 376 481	8,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 398 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 4 607 294 € soit un taux de programmation de 9,2%.
- 393 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 3 921 823 € soit un taux d'engagement de 7,8%
- 509 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 4 376 481 € soit un taux de paiement de 8,7%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	1 780 000	25	1 790 232	100,6%	8	713 908	40,1%	1	68 530	3,8%
4.1.1	36 394 202	1 581	30 744 173	84,5%	1 590	30 527 017	83,9%	921	23 877 988	65,6%
4.1.3	7 099 281	400	6 344 914	89,4%	344	5 120 658	72,1%	291	4 333 339	61,0%
4.1.4	2 398 960	0	0	0,0%	1	39 241	1,6%	0	0	0,0%
4.1.5	331 443	46	132 903	40,1%	48	132 903	40,1%	8	32 214	9,7%
4.2.3	600 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.3.2	1 018 039	38	886 246	87,1%	38	886 246	87,1%	5	123 284	12,1%

16.1.1	442 422	2	442 422	100,0%	1	202 716	45,8%	0	0	0,0%
TOTA	50 064	2 092	40 340	80,6%	2 030	37 622	75,1%	1 226	28 435	56,8%
L	347		890			689			355	

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 092 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 40 340 890 € soit un taux de programmation de 80,6%.
- 2 030 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 37 622 689 € soit un taux d'engagement de 75,1%
- 1 226 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 28 435 355 € soit un taux de paiement de 56,8%.

TO lancés :

TO 1.2.1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 4.1.1 : investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

Sur la période 2015 – 2016, le TO 411 regroupait différents type d'investissement correspondant aux filières élevage, végétales et aux projets de diversification des exploitants tels que la transformation à la ferme.

En 2017, suite à la fusion des Régions, ce TO a été harmonisé sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et renommé "Plan de modernisation des Elevages" dissociant comme sur la période 2007-2013 les dispositifs élevage et végétal.

L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser les investissements liés à la performance économique et la durabilité du secteur de l'élevage grâce à la modernisation des bâtiments et des équipements, la diminution de la consommation énergétique, l'autonomie alimentaire, l'amélioration des conditions de travail des exploitants, le bien-être des animaux, les conditions d'hygiène et la gestion des effluents.

En Nouvelle-Aquitaine, deux appels à projets se sont succédé. Le premier d'octobre 2018 à mai 2019 (857 dossiers déposés dont 822 sélectionnés) puis de juillet à août 2019 (325 dossiers déposés dont 315 sélectionnés) soit en totalité 1137 dossiers.

L'ex-Limousin représente pour 2019, 278 dossiers pour un montant FEADER de 4 442 172€ (7 904 447€ de dépense publique).

On peut constater une bonne représentativité des 14 filières d'élevage de la Nouvelle-Aquitaine (43% bovin viande et lait, 32% avicole, 16% ovin viande et lait) ainsi que des objectifs atteints sur les priorités de structuration, d'accompagnement des Nouveaux installés (46% des projets et 33% pour les JA). L'accent sur les critères de sélection entrant dans une démarche environnementale permettent de financer 50% dossiers en certification environnementale et 10% en bio.

TO 4.1.3 : investissements matériels collectifs

Ce dispositif vise à soutenir les projets collectifs d'acquisition de matériels agricoles via les CUMA

(Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole).

Les investissements éligibles ont peu évolué et on peut distinguer principalement les matériels ou les investissements collectifs environnementaux (végétal), les matériels liés à l'élevage et ceux spécifiques aux filières fruits et légumes.

Les principaux critères de sélection ont eux aussi peu évolué entre 2014 et 2016.

En 2017, suite à la fusion des Régions, l'aide aux CUMA a été harmonisée sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCAE). Un appel à projets Nouvelle-Aquitaine a été ouvert en 2019 avec 2 périodes de dépôt (23 janvier au 31 mars 2019 puis avril à juin 2019) avec 171 dossiers sélectionnés pour un montant d'aide publique de 3 066 353 € dont 1 800 175 € FEADER. En Limousin : 47 dossiers sélectionnés pour 840 016 € d'aides publiques pour 529 210 € de FEADER.

Les 3 critères de sélection les plus utilisés ont été les pratiques agro-environnementales, la structuration et l'organisation des CUMA et enfin les Jeunes Agriculteurs ou les Nouveaux Installés.

Les logiciels Osiris sont maintenant opérationnels sur les dispositifs avant et après harmonisation ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

TO 4.1.5 Plan végétal environnement

L'opération 4.1.5 Plan végétal environnement est aussi inscrite dans le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE) et a été créée lors de la modification de fin 2016, harmonisant les dispositifs des 3 ex territoires régionaux.

La grille de sélection a été modifiée entre 2018 et 2019 pour prendre en compte les enjeux eau qualité et quantité, de plus en plus prégnants dans la Région. Le choix a été fait de prioriser les investissements sur ces zones particulièrement sensibles identifiées par les Agences de l'Eau.

Cette modification a également permis d'intégrer les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires souhaités par la Région à travers la feuille de route Neoterra.

Ce dispositif fonctionne en appel à projet à cheval sur deux années. Le premier a été lancé en octobre 2018 et s'est clos en avril 2019 : 23 dossiers ont été déposés et 15 sélectionnés pour 120 765 € d'aide publique. Le deuxième Appel à projet de mai 2019 à août 2019 a permis le dépôt de 10 dossiers dont 7 sélectionnés pour 64 942,96 € d'aide publique. (en Limousin)

TO 4.2.3 Instrument Financier :

La Région Nouvelle-Aquitaine a lancé en novembre 2018 un nouvel instrument financier pour favoriser l'accès au crédit du secteur agricole : le fonds Alter'na. C'est un outil supplémentaire au service de la transition écologique. Il permettra au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc. L'objectif est d'attribuer en 3 ou 4 ans 3000 prêts Alter'na pour un portefeuille de prêts de 190 à 230 millions d'euros.

La Région intervient à l'échelle Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 30 millions d'euros dans ce fonds, dont 15 M€ de Feader (10 M€ sur le PDR Aquitaine, 3 M€ sur le PDR Limousin et 2 M€ sur le PDR Poitou-

Charentes).

Alterna a commencé à garantir des prêts en 2020. Des premiers éléments de bilan ont été transmis à l'autorité de gestion : 212 prêts ont été déjà été garantis. L'effet levier est confirmé : 6 Millions d'Alterna ont permis de financer 40M€ de prêts qui permettent de financer 54M€ d'investissement en 1 an.

Aucune remontée de dépense n'a cependant eu lieu en 2019, les tableaux seront complétés pour le prochain RAMO.

TO 4.3.2 Infrastructures d'irrigation

Ce dispositif a démarré en 2017.

Un appel à projets spécifique à la modernisation et à la réhabilitation de réseaux d'irrigation a été proposé. Il s'agit uniquement des travaux de modernisation de réseaux existants. Du fait que la majorité du territoire de la région ex-Limousin soit située en zone d'équilibre, l'ensemble des projets est facilement éligible aux critères du PDR.

En 2019, 23 dossiers ont été programmés pour 466 166€. Il s'agit de 20 créations de réserve et 4 agrandissements. Tous les dossiers sont en Zone d'Equilibre.

Au total depuis 2014 sur ce dispositif, 38 dossiers ont été programmés et engagés pour 886 246 € de FEADER.

- **Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1	26 725 491	156	4 387 120	16,4%	149	4 149 160	15,5%	150	3 255 568	12,2%
TOTAL	26 725 491	156	4 387 120	16,4%	149	4 149 160	15,5%	150	3 255 568	12,2%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 156 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 4 387 120 € soit un taux de programmation de 16,4%.
- 149 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 4 149 160 € soit un taux d'engagement de 15,5%
- 150 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 3 255 568 € soit un taux de paiement de 12,2%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1	26 725 491	939	20 424 230	76,4%	920	20 038 478	75%	795	13 987 578	52,3%
TOTAL	26 725 491	939	20 424 230	76,4%	920	20 038 478	75%	795	13 987 578	52,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 939 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 20 424 230 € soit un taux de programmation de 76,4%.
- 920 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 20 038 478 € soit un taux d'engagement de 75%
- 795 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 13 987 578 € soit un taux de paiement de 52,3%.

TO 6.1.1 - Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

Lors du dernier Comité Régional sur l'Installation et la Transmission (CRIT) de février 2017, il a été décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

On a pu observer en 2017, une baisse sensible du nombre de DJA avec 145 DJA programmés (pour 3 770 060 € de FEADER) pour un objectif fixé en CRIT de 200 sur le Limousin.

Avec la mise en place de la 4ème modulation en mars 2017 "coût de reprise ou de modernisation important" le montant moyen de la DJA a été augmenté pour atteindre 30 720 €. Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 80% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations se font à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme comme la proportion des jeunes agriculteurs ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

En 2019, 156 DJA ont été programmés pour 4 387 120 € de FEADER.

TO 6.1.B - Prêts bonifiés

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2017, 2018 et

2019.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

• **Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
3.1.1	125 615 0	0	0	0,0%	3	2 065	1,6%	26	13 474	10,7%
3.2.1	2 067 490	5	377 123	18,2%	8	552 731	26,7%	4	250 082	12,1%
4.2.1	10 597 409	12	5 159 053	48,7%	9	2 657 716	25,1%	2	1 053 340	9,9%
TOTAL	12 790 514	17	5 536 176	43,3%	20	3 212 512	25,1%	32	1 316 896	10,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 17 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 5 536 176 € soit un taux de programmation de 43,3%.
- 20 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 3 212 512 € soit un taux d'engagement de 25,1%
- 32 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 1 316 896 € soit un taux de paiement de 10,3%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					s					
3.1.1	125 615	350	116 117	92,4%	342	108 683	86,5%	321	97 346	77,5%
3.2.1	2 067 490	22	1 750 111	84,6%	20	1 628 933	78,8%	8	775 078	37,5%
4.2.1	10 597 409	19	8 994 656	84,9%	15	5 737 318	54,1%	3	1 374 718	13,0%
TOTAL	12 790 514	391	10 860 884	84,9%	377	7 474 934	58,4%	332	2 247 142	17,6%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 391 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 10 860 884 € soit un taux de programmation de 84,9%.
- 377 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 7 474 934 € soit un taux d'engagement de 58,4%
- 332 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 2 247 142 € soit un taux de paiement de 17,6%.

TO 3.1.1 - Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité

En 2017, 27 dossiers ont été reçus sur le PDR Limousin pour 25 sélectionnés représentant 28 600,55 € de dépenses publiques.

L'aide à la certification biologique a pris fin au 31 décembre 2017 mais des dossiers ont été programmés sur l'année 2018. La saisie dans Osiris a eu lieu en 2018 en raison d'une livraison tardive de l'outil d'instrumentation de cette opération.

Au total, 350 dossiers ont été programmés depuis 2014 sur ce dispositif représentant 116 117,01 € de FEADER soit 48 % de la maquette, dont 318 dossiers engagés représentant 100 101 € de FEADER et 295 dossiers payés soit 80 049 € de FEADER.

TO 3.2 1- Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur

Le dispositif 3.2 a été modifié en vue d'une harmonisation du dispositif cofinancé principalement par la Région en 2016. Le premier appel à projet commun aux 3 PDR a donc été lancé en 2017.

Lors de l'appel à projet 2019, 4 dossiers ont été sélectionnés pour 351 789 € de FEADER et 558 395€ de dépenses publiques.

Les principaux SIQO soutenus sont AOP, IGP, Label rouge puis AB. Les filières concernées sont en premier ovin viande et fruits et légumes (19% chacun) puis porcins, AB pour 13% chacun et en 3eme position la pêche, palmipèdes, ovins lait et bovins lait (6% chacun).

Au total, depuis le début de la programmation, 22 dossiers ont été programmés pour un montant total de 1 750 111 € de FEADER dont 20 dossiers engagés représentant 1 628 933 € de FEADER et 8 dossiers payés

soit 775 078 € de FEADER.

TO 4.2.1 : Investissements des IAA

Ce dispositif soutient la diversification de l'activité agricole à travers la transformation et la commercialisation des produits et favorise ainsi des revenus complémentaires pour les exploitations.

S'agissant des dossiers engagés en 2014 (transition) ils sont au nombre de 8 (dont 7 soldés). Le dernier a été soldé en janvier 2018 (décalage lié à une mise en contrôle).

Il est à noter que suite à la modification du dispositif courant 2017, compte tenu du délai de complétude des dossiers, aucun dossier n'a été programmé en 2017 en application des règles modifiées (première programmation en avril 2018).

Le retour à une vitesse de croisière de la programmation a été effectué au second semestre 2018 (flux croissant constaté de dossiers déposés en cours d'instruction).

La modification stratégique du 19/12/2018 a permis en 2019 :

- Une augmentation du plafond des dépenses éligibles (3M€ à 5 M€) sous condition
- De rajouter dans la liste des bénéficiaires éligibles, les SEMOP (Sté D'Economie Mixte à Opération Unique)
- De bonifier les projets d'investissements en Zone de Revitalisation Rurale si création ou transmission d'entreprises IAA.
- De bonifier les projets d'abattage et ou découpe pour les espèces autres que bovins ovins caprins

En 2019, 12 dossiers ont été programmés pour 5 M€ de FEADER.

En ce qui concerne le taux de paiement, il faut à nouveau préciser que ce TO est un dispositif de soutien d'investissements lourds (plancher 300 000 € depuis 2017) avec le plus souvent des travaux immobiliers nécessitant des délais de réalisation longs (2 ans). Par conséquent, les demandes de paiement de solde sont arrivées à partir de 2018.

En 2019, 2 dossiers (un de 2017 et un de 2018) ont reçu un paiement pour 1,05 M€ de FEADER.

Au total au cours de cette programmation, 19 dossiers ont été programmés au titre du dispositif IAA pour un montant total de FEADER de 8,99M €. 15 ont été engagés représentant 5 737 318 € de FEADER et 3 ont reçu un paiement soit 1,37M € de FEADER.

TO non lancé :

TO 16.4.1 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité

CF éléments en DP 1A

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à

l'agriculture et à la foresterie

Domaine Prioritaire 4A

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.1.1	220 444 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.6.1	1 501 719	25	507 495	33,8%	22	338 061	22,5%	5	24 777	1,6%
7.6.3	756 000	8	55 332	7,3%	1	11 742	1,6%	4	112 655	14,9%
7.6.4	1 316 814	3	114 237	8,7%	4	138 998	10,6%	0	0	0,0%
7.6.6	2 356 559	8	363 800	15,4%	12	544 801	23,1%	19	584 291	24,8%
7.6.7	100 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.6.8	100 000	8	33 260	33,3%	6	21 639	21,6%	0	0	0,0%
10	25 105 278	419	3 080 759	12,3%	419	3 080 759	12,3%	906	2 085 905	8,3%
13	393 845 069	6 847	63 014 355	16%	6 847	63 014 355	16%	6 817	62 203 327	15,8%
TOTAL	425 301 883	7 318	67 169 238	15,8%	7 311	67 150 356	15,8%	7 751	65 010 955	15,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 7 318 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 67 169 238 € soit un taux de programmation de 15,8%.
- 7 311 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 67 150 356 € soit un taux d'engagement de 15,8%.
- 7 751 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 65 010 955 € soit un taux de paiement de 15,3%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					engagés			payés		e
7.1.1	220 444 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.6.1	1 501 719	35	613 551	40,9%	29	396 073	26,4%	5	24 777	1,6%
7.6.3	756 000	19	422 547	55,9%	11	360 897	47,7%	6	256 591	33,9%
7.6.4	1 316 814	17	531 214	40,3%	14	280 577	21,3%	0	0	0,0%
7.6.6	2 356 559	58	1 870 160	79,4%	56	1 835 624	77,9%	34	809 082	34,3%
7.6.7	100 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.6.8	100 000	8	33 260	33,3%	6	21 639	21,6%	0	0	0,0%
10	25 105 278	3 176	24 428 438	97,3%	3 176	24 428 438	97,3%	2 189	4 727 357	18,8%
13	393 845 069	43 551	348 433 708	88,5%	43 551	348 433 708	88,5%	35 400	286 976 604	72,9%
TOTAL	425 301 883	46 864	376 332 878	88,5%	46 843	375 756 956	88,4%	37 634	292 794 411	68,8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 46 864 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 376 332 878 € soit un taux de programmation de 88,5%.
- 46 843 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 375 756 956 € soit un taux d'engagement de 88,4%.
- 37 634 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 292 794 411 € soit un taux de paiement de 68,8%.

Domaine Prioritaire 4B

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	923 329 0	0	0	0,0%	1	62 828	6,8%	0	0	0,0%
4.4.1	178 772 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	4	17 233	9,6%
7.6.2	1 740 363	1	204 667	11,8%	1	5 721	0,3%	1	113 340	6,5%
11.1.1	14 525 556	367	2 973 042	20,5%	367	2 973 042	20,5%	490	2 400 060	16,5%

11.2.2	8 497 669	281	862 775	10,2%	281	862 775	10,2%	455	1 611 487	19,0%
TOTAL	25 865 689	649	4 040 485	15,6%	650	3 904 366	15,1%	950	4 142 120	16,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 649 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 4 040 485 € soit un taux de programmation de 15,6%.
- 650 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 3 904 366 € soit un taux d'engagement de 15,1%
- 950 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 4 142 120 € soit un taux de paiement de 16%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	923 329	4	413 286	44,8%	1	62 828	6,8%	0	0	0,0%
4.4.1	178 772	37	180 205	100,8%	35	165 510	92,6%	16	54 972	30,7%
7.6.2	1 740 363	9	884 938	50,8%	8	672 257	38,6%	1	113 340	6,5%
11.1.1	14 525 556	1 348	12 577 162	86,6%	1 348	12 577 162	86,6%	1 482	7 981 379	54,9%
11.2.2	8 497 669	1 306	8 476 891	99,8%	1 306	8 476 891	99,8%	1 381	5 368 806	63,2%
TOTAL	25 865 689	2 704	22 532 482	87,1%	2698	21 954 648	84,9%	2 880	13 518 497	52,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 704 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 22 532 482 € soit un taux de programmation de 87,1%.
- 2 698 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 21 954 648 € soit un taux d'engagement de 84,9%
- 2 880 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 13 518 497 € soit un taux de paiement de 52,3%.

TO lancés :

TO 1.2 .1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

4 dossiers avaient été programmés en 2015 sur la thématique de l'agriculture biologique pour un montant de 413 000 € de FEADER et ont donc été fléchés sur le domaine prioritaire 4B. Ces 4 dossiers portaient sur des actions pluriannuelles jusqu'en 2016.

Aucune programmation en 2019 – aucun paiement.

TO 4.4.1 - Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

L'opération 441 de la mesure 4 fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Dans le cadre de l'harmonisation des interventions suite à la fusion des ex-Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, la Région Nouvelle-Aquitaine a été amenée, pour des raisons de simplification et de rapidité d'instruction et de paiement à l'activité en dehors du PDR.

D'importants retards d'instrumentation de l'outil d'instruction et de paiement Osiris ont été constatés, ce qui explique le peu de dossiers encore payés. Ce retard est en train d'être résorbé.

Au total, 37 dossiers programmés pour 180 204 € de FEADER, 35 dossiers engagés soit 165 510 € de FEADER et 16 dossiers payés pour 54 972 € de FEADER. Ce TO a été fermé en 2019 mais la Région continue à soutenir ces projets sur ses propres crédits.

TO 7.6.2 - Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

Ce TO permet de financer des projets de renaturation de rivières, de plans de gestion ou encore des travaux scientifiques, ayant un impact fort en termes de protection et de connaissance des milieux.

En 2019, 1 dossier a pu être programmé et engagé pour un montant de FEADER de 5 721 € et 1 dossier a été payé pour un montant de 113 339 €.

TO 7.6.3 - Animation des MAEC

Les 11 dossiers programmés en 2015 sur l'animation des MAEC portent sur une période pluriannuelle (2015, 2016 et 2017). Ils représentent 367 214 € de FEADER soit 49% de la programmation.

En 2019, 8 dossiers ont été programmés pour 55 332€ de FEADER. L'engagement se fera en 2020.

TO 7.6.4 - Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics

Ce TO permet d'aider des projets d'éducation à l'environnement pour différents publics afin de favoriser la diffusion de bonnes pratiques et des comportements favorables à l'environnement et aux écosystèmes locaux. Il est très sollicité par les acteurs environnementaux.

En 2019, 4 dossiers ont été programmés et engagés pour un montant de FEADER de 139 019 €

TO 7.6.6 - Animation Natura 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'animation des sites Natura 2000 sur la base du document d'objectifs (DOCOB) prévu sur chaque site. L'objet est de contribuer à la conservation ou à la restauration

des habitats et des espèces, ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

Ce dispositif est en place depuis 2015. Ces projets sont pluri-annuels par définition et la plupart ne sont pas achevés, d'où l'absence de paiement final. Le rythme est conforme à la fois aux prévisions et aux besoins d'animation dans les sites Natura 2000 du territoire du PDR Limousin.

L'outil OSIRIS permettant le paiement des dossiers a été livré en septembre 2017 mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018. Les paiements de l'animation Natura 2000 du territoire sont maintenant couverts au fur et à mesure en parallèle du rattrapage des dossiers antérieurs. Ils permettent de maintenir la bonne dynamique déjà lancée depuis 2015 grâce aux animateurs.

Cette situation se traduit également par une relance de la dynamique de contractualisation en 2018 (mesure 7.6D), l'animateur Natura 2000 étant un acteur clef pour la mise en œuvre de cette politique de contractualisation.

En 2019, 8 dossiers ont été programmés pour 363 800€ de FEADER. L'animation des sites est stabilisée dans ce secteur géographique.

Au total, au cours de cette programmation, 58 dossiers ont été programmés pour un montant de 1 870M € de FEADER soit 79,4% de la maquette. 56 ont été engagés pour 1 835 624 € de FEADER et les paiements ont débuté en 2018 (38 dossiers payés). La forte programmation sur ce dispositif pourra être compensée par une programmation plus faible du dispositif 7.1 lié aux DOCOB, ce qui permettra de couvrir tous les besoins du territoire d'ici la fin de la période de programmation.

TO 7.6.8 Mise en valeur des espaces pastoraux

Le territoire Limousin est couvert majoritairement de surfaces agricoles situées principalement en zone présentant des contraintes naturelles tel que la zone de moyenne montagne. Sur ces zones, l'agriculture est rendue difficile par les pentes, les températures basses et les textures de sols. Pour autant, c'est une activité essentielle du territoire, notamment sur le Plateau de Millevaches, à cheval sur les 3 départements.

Les éleveurs pratiquent le pastoralisme en conduisant les troupeaux, principalement ovins viande, sur des parcours pastoraux (prairies naturelles, landes à bruyères, zones humides...), permettant ainsi de maintenir les milieux ouverts et d'utiliser une ressource fourragère supplémentaire.

Afin de maintenir, promouvoir et encourager cette pratique traditionnelle, en perte de vitesse depuis plusieurs années, la Région a intégré une mesure de soutien de l'activité pastorale dans le PDR Limousin. Après modification du PDR, une nouvelle mesure, 7.6.8 a ainsi été ouverte en 2019 et permettra d'accompagner la gestion collective des pâturages et la réalisation d'investissements, financés globalement à 70%. Les conditions de mise en œuvre sont identiques à celles mises en place sur le massif Pyrénéen. Les premiers appels à projets ont été ouverts entre le 22 février et 1er juin 2019 sur les volets « Investissements », « Animation/Etudes » et « Gardiennage ». Les projets sont sélectionnés sur la base d'une grille de sélection qui a fait l'objet d'une concertation avec les acteurs concernés.

8 dossiers ont été programmés en 2019 pour 254 707€ de FEADER.

M10 (10.1) Agroenvironnement – climat

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis

d'engager et payer les demandes 2015, 2016 et 2017 sur un calendrier normal. Il faut noter que les demandeurs ont pu dans leur grande majorité bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

En 2019, 255 dossiers ont été engagés pour 1 832 000€ de FEADER soutenant 3579 hectares.

Au total depuis le début de la période de programmation 19 778 230 € de FEADER ont été programmés soit presque 48% de la maquette dont 13 682 291 € payés.

M11 (11.1 et 11.2) - Agriculture biologique

Le FEADER soutient à travers cette aide les projets de conversion et de maintien en agriculture biologique. Pour ce faire une aide annuelle est allouée pour alléger les surcoûts induits par les changements de pratique et la valorisation des produits non issus de l'agriculture conventionnelle.

Comme pour la mesure 10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique.

En Limousin, nous assistons aujourd'hui à une dynamique de développement de l'Agriculture biologique nettement supérieure aux années passées ce qui explique le taux d'engagement. La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette en faveur de l'agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs des anciens PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

Suite à la modification stratégique de 2017, 5 millions d'euros de FEADER sont venus alimenter la mesure 11 passant le taux d'engagement de 99 à 73%.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 39 163 500 € de dépenses publiques (dont 24 066 700 € FEADER) ont été engagées; Cela représente 923 exploitants aidés et 52 946 ha engagés.

23.1M€ FEADER ont été payés depuis le début de la programmation.

En 2020, la quasi-totalité (98%) des dossiers de maintien et de conversion en agriculture biologique de la campagne 2019 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 6.2 M € (dont 3.9 M€ FEADER), 241 nouvelles exploitations et 6 490 ha contractualisés.

M13 (13.1 et 13.2) – ICHN

En dépit des importants retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC (plan d'action FEAGA), quatre années d'ICHN (campagnes 2014, 2015, 2016 et 2017) ont pu être payées aux bénéficiaires, avec une augmentation significative du montant dès la deuxième année en raison de l'entrée en vigueur de la revalorisation des montants unitaires de ces aides et de l'élargissement de la population d'éleveurs éligibles.

La maquette initiale a été calibrée en ne prenant pas totalement en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation et la révision du zonage des zones défavorisées simples qui doit entrer en vigueur en 2019, nécessitant une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre du

transfert du 1er au 2nd pilier, réalisé par l'Etat.

En 2019, 6817 exploitations ont reçu de l'ICHN, répartie équitablement entre les 3 départements concernés (Corrèze, Creuse et Haute Vienne) pour 62 203 326M€ de FEADER.

Au total, au cours de cette programmation, ce sont 43 551 exploitations qui ont bénéficié de l'ICHN, pour un montant de 348 433 708 € de FEADER soit 88,5% de la maquette.

4 TO non lancés :

TO 7.1 1 - élaboration et révision des DOCOB Natura 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000. Il n'y a pas eu de programmation depuis le début du programme ni de dépôt de dossiers en 2018 pour l'élaboration ou la révision de DOCOB. En effet, compte-tenu de l'absence d'outils d'instrumentation, l'engagement des révisions de DOCOB a été temporisé. Le travail a été axé en priorité jusqu'en 2017 et continue de l'être en 2018, sur le paiement de l'animation des sites Natura 2000 (mesure 7.6c) pour la mise en œuvre des DOCOB, car il est beaucoup plus difficile de ralentir l'avancée des opérations dans ce cas. L'outil complet élaboration/révision DOCOB pour le paiement, a été mis à disposition en septembre 2017, mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018, ce qui permet désormais de payer les actions qui s'achèvent. Maintenant que l'on dispose de l'outil et que le paiement de l'animation se débloque, un programme de révision / élaboration pourrait être élaboré pour 2019/2020.

TO 7.6.1 - Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 :

Cette mesure du cadre national vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site.

Ce dispositif n'est effectivement en place que depuis janvier 2017, notamment en raison de la mise à jour fin 2016 par le Ministère en charge de l'environnement des référentiels et barèmes prévus par cette mesure du Cadre National. Cela explique la faible programmation à ce jour. L'animation financée par la 7.6.C devrait maintenant permettre l'émergence significative des premiers contrats.

Malgré la priorité donnée à l'outil permettant le paiement total de ces aides, il n'a pas été disponible en 2017, ce qui n'a pas permis d'augmenter le nombre de contrats passés. Toutefois le rythme de contractualisation s'est accéléré une fois l'outil rendu disponible en 2018, ce qui laisse entrevoir une relance importante de cette politique pour la fin de programmation.

M7.6.7 : Aide à l'adaptation de la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs

Cette mesure prédation est ouverte mais non fonctionnelle car il n'y a pas de présence officielle du loup en Limousin donc pas d'arrêté de zonage de prédation.

M12 (12.1 et 12.3) - Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

Aucune zone soumise à contrainte environnementale ou équivalent n'a été définie jusqu'à présent sur le territoire du PDR. Par conséquent, il n'a pas été nécessaire de déployer cette mesure. Cette mesure a été

fermée lors de la modification stratégique du PDR Aquitaine en 2019.

1.5 Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie Deux domaines prioritaires sont ouverts sur la priorité 5, il s'agit des domaines prioritaires suivants :

Cette priorité concerne la mesure 4 (TO 4.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 5B, et les mesures 1, 4, 8 et 10 (soit les TO : 1.2.1 ; 4.3.1, M8, M10) dans le cadre du domaine prioritaire 5E.

Le domaine prioritaire 5C n'est plus activé en Limousin suite à la suppression des TO 6.4.2 méthanisation à la ferme et 16.5.1 Coopération dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques.

- **Domaine prioritaire 5B Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.1.2	332 937	0	0	0,0%	0	0	0,0%	3	114 325	34,3%
TOTAL	332 937	0	0	0,0%	0	0	0,0%	3	114 325	34,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 0 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de programmation de 0%.
- 0 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux d'engagement de 0%
- 3 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 114 325 € soit un taux de paiement de 34,3%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.1.2	332 937	44	332 937	100,0%	43	331 000	99,4%	31	308 248	92,6%
TOTAL	332 937	44	332 937	100,0%	43	331 000	99,4%	31	308 248	92,6%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 44 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 332 937 € soit un taux de programmation de 100%.
- 43 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 331 000 € soit un taux d'engagement de 99,4%
- 31 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 308 248 € soit un taux de paiement de 92,6%.

TO 4.1.2 : Maîtrise de l'énergie

Cette opération a pour objet de soutenir les exploitations agricoles dans la réalisation d'investissements liés aux économies d'énergie à travers la valorisation des sous-produits et le renforcement de l'efficacité énergétique des exploitations.

Au total, 44 opérations ont été programmées pour un montant de 332 937 € de FEADER (dont 43 engagés pour 331 000 € de FEADER). 31 dossiers ont été payés pour 308 248 € de FEADER. Ce TO est aujourd'hui fermé et il n'y aura donc pas de nouvelle programmation.

- **Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	102 483 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.3.1	2 581 407	11	465 341	18,0%	11	465 341	18%	15	149 381	5,8%
8.3.1	100 800 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
8.4.1	50 400 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
8.5.1	403 059 3	3	46 322	11,5%	3	46 322	11,5%	0	0	0,0%
8.6.1	2 993 694	8	254 707	8,5%	10	346 500	11,6%	10	339 570	11,3%
10	15 379 500	0	0	0,0%	0	0	0,0%	296	2 255 348	14,7%
TOTAL	21 611 343	22	766 371	3,5%	24	858 163	4,0%	321	2 744 299	12,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 22 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 766 371 € soit un taux de programmation de 3,5%.
- 24 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 858 163 € soit un taux d'engagement de 4%
- 321 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 2 744 299 € soit un taux de paiement de 12,7%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	102 483	4	46 079	45,0%	4	46 079	45,0%	3	29 135	28,4%
4.3.1	2 581 407	62	1 483 141	57,5%	64	1 403 556	54,4%	37	502 832	19,5%
8.3.1	100 800	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
8.4.1	50 400	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
8.5.1	403 059	3	46 322	11,5%	3	46 322	11,5%	0	0	0,0%
8.6.1	2 993 694	56	2 066 369	69,0%	55	2 158 162	72,1%	35	1 438 078	48,0%
10	15 379 500	1 147	11 440 859	74,4%	1 147	11 440 859	74,4%	1 155	8 954 934	58,2%
TOTAL	21 611 343	1 272	15 082 770	69,8%	1 273	15 094 978	69,8%	1 230	10 924 979	50,6%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1272 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 15 082 770 € soit un taux de programmation de 69,8%.
- 1273 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 15 094 978 € soit un taux d'engagement de 69,8%
- 1 230 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 10 924 979 € soit un taux de paiement de 50,6%.

TO lancés :

TO 1.2.1 Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Le dispositif vise à mettre en place des journées de démonstration auprès des propriétaires forestiers et des gestionnaires de forêts sur des thématiques environnementales et de gestion durable des forêts.

Au total, 4 dossiers ont été programmés sur ce dispositif pour un montant total de FEADER de 46 000 €. (3

dossiers payés pour 29 135 € de FEADER).

Il n'y a pas eu de programmation en 2019.

TO 4.3.1 - Desserte forestière

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR. Cette mesure a été gérée en appel à projets à partir de 2018 (l'Appel à projets limousin était valable pour la période 2016-2017).

Depuis le début de la programmation, 62 dossiers ont été programmés pour 1 483 141 € de FEADER soit 57% de la maquette avec 37 dossiers payés pour 502 832 € de FEADER.

Un appel à projet 2019 avec une date de dépôt au 31 juillet 2019 a été lancé afin de financer des travaux sur la voirie interne aux massifs forestiers, des travaux de résorption des points noirs sur la voirie d'accès aux massifs ainsi que des études d'opportunité et d'impact écologique, économique et paysagère préalable. 12 dossiers ont été déposés et 11 dossiers sélectionnés ont été programmés en 2019 pour 465 341€ de FEADER.

TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts

Ce dispositif, a pour objectif d'encourager et de développer les modalités de gestion contribuant à façonner des peuplements forestiers résilients. En effet, et notamment face à des contraintes climatiques croissantes, il apparaît nécessaire d'intervenir afin de restaurer pour ces peuplements leur dynamique multifonctionnelle et leur biodiversité, et de développer les puits de carbone forestier.

Ce TO a été lancé en septembre 2018 avec un Appel à projet et la programmation a eu lieu en 2019 avec 3 dossiers programmés en 2019 pour 46 322 € de FEADER.

En 2019, deux appels à projets ont été lancés (février et juillet). Cet Appel à projet permet de financer des travaux visant l'amélioration de la résilience des peuplements compte tenu de leur inadaptation à la station ou de leur structure et des investissements annexes visant l'introduction d'essences en diversification ou favorisant la biodiversité.

Un comité de sélection Résilience a eu lieu en décembre 2019 : deux dossiers ont été sélectionnés en Creuse il s'agit de projets de régénération artificielle (transformation d'une futaie de sapin et d'un taillis de chêne).

TO 8.6.1 - Soutien aux équipements d'exploitation forestière

Les entreprises de mobilisation des bois occupent une place singulière au sein de la filière forêt bois : situées à l'interface entre sylviculture et industrie, elles constituent de fait un maillon essentiel pour garantir la qualité d'approvisionnement des entreprises de la transformation des bois. En soutenant la mécanisation des entreprises prestataires de travaux forestiers (ETF) et des exploitants forestiers, le TO 8.6.1 a donc eu un double impact :

- en premier lieu, en aidant à la modernisation des équipements, elle a permis d'accroître la productivité et

d'améliorer le niveau global des résultats des entreprises du secteur en les mettant en situation de mieux répondre aux demandes du marché,

- de manière plus globale, elle a participé au maintien de la compétitivité de l'ensemble de la filière forêt-bois en développant la mobilisation des bois par des techniques efficaces et respectueuses de l'environnement.

Les investissements ont porté principalement sur l'acquisition de machines d'abattage et de débardage. L'engagement des crédits est conforme à la programmation. Le retard dans les paiements est pour partie imputable à la livraison de l'outil Osiris et des difficultés consécutives aux dossiers déposés par des crédits bailleurs.

En 2017, cette mesure a fait l'objet d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

En 2019 un appel à projet a été lancé du 15 avril 2019 au 31 décembre 2020. L'objectif de cette opération est de mobiliser davantage de bois tout en réduisant l'impact environnemental des travaux forestiers sur les sols et la biodiversité et de favoriser les gains de productivité sur les produits semi-transformés (bois bûche, piquets, ...) ainsi que dans la logistique d'exploitation forestière. Cette mesure comprend les investissements matériels suivants : le matériel d'exploitation forestière (abattage, débardage, dessouchage), le matériel de façonnage de bois, le matériel informatique embarqué, et logiciels et développement de logiciels, les animaux de débardage et leurs équipements.

12 dossiers ont été déposés dont 11 sélectionnés . 8 dossiers ont été programmés en 2019 pour 254 707€ de FEADER.

Ainsi, depuis 2014, 56 dossiers ont été accompagnés et engagés pour un montant total de 2 066 369 € de FEADER soit 69 % de la maquette totale. 35 dossiers sont payés soit 1 438 078€ de FEADER (66%).

TO non lancés :

TO 8.3.1 - Prévention des catastrophes naturelles

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.4.1 - Réparation des dommages naturels

Ce TO n'a pas été lancé, aucune catastrophe naturelle n'ayant été recensée en Limousin depuis le début de programmation.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales Les domaines prioritaires suivants ont été ouverts sur la priorité 6 :

- **Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquett	Nombre	Montants	Taux de	Nombr	Montan	Taux	Nombr	Montan	Taux de
----	---------	--------	----------	---------	-------	--------	------	-------	--------	---------

	e	de dossiers programmés	programmés	programmation / maquette	e de dossiers engagés	ts engagés	d'engagement / maquette	e de dossiers payés	ts payés	paiement / maquette
7.4.1	2 818 812	5	484 011	17,2%	3	249 446	8,8%	10	1 011 154	35,9%
TOTAL	2 818 812	5	484 011	17,2%	3	249 446	8,8%	10	1 011 154	35,9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 5 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 484 011 € soit un taux de programmation de 17,2%.
- 3 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 249 446 € soit un taux d'engagement de 8,8%
- 10 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 1 011 154 € soit un taux de paiement de 35,9%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.1	2 818 812	18	2 228 992	79,1%	16	1 512 610	53,7%	10	1 011 154	35,9%
TOTAL	2 818 812	18	2 228 992	79,1%	16	1 512 610	53,7%	10	1 011 154	35,9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 18 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 2 228 992 € soit un taux de programmation de 79,1%.
- 16 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 1 512 610 € soit un taux d'engagement de 53,7%
- 10 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 1 011 154 € soit un taux de paiement de 35,9%.

TO lancé :

TO 7.4.1 - Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

Ces projets concernent la création et le maintien d'activités commerciales et/ou artisanales rendant un service de proximité à la population, et les Maisons de services au public. L'opération 7.4.1 a connu un début de programmation fin 2016, les projets déposés concernent en totalité les activités commerciales et/ou artisanales démontrant un réel besoin des territoires ruraux pour leur développement économique.

En 2019, 7 dossiers ont été programmés et engagés pour un montant de 282 886 € de FEADER, 8 dossiers ont été payés en partie ou en totalité pour un montant de 815 207 € de FEADER.

A titre d'exemple, le projet de maintien d'un bar restaurant sur la commune de Saint Hilaire La Treille (87) a été financé à hauteur de 82 594 € de FEADER pour un coût total de 227 264 €. Cette opération permet de maintenir le dernier commerce sur la commune et d'apporter des services supplémentaires tels qu'un point presse et épicerie,

Depuis fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer de la sélection au "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un AAP sera lancé début 2020, suite aux disponibilités de crédits dégagées après instruction des derniers dossiers au fil de l'eau.

• **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.2	7 028 601	6	2 291 705	32,6%	5	979 320	13,9%	3	340 895	4,9%
7.6.5	3 209 655	1	58 796	1,8%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.4.3	7 876 338	6	2 709 850	34,4%	6	2 200 486	27,9%	3	644 454	8,2%
16.7.1	601 360	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
19.1.1	30 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	2	20 000	66,7%
19.2.1	27 338 330	0	0	0,0%	239	3 805 180	13,9%	157	2 608 075	9,5%
19.3.1	500 000	4	96 892	19,4%	4	96 892	19,4%	0	0	0,0%
19.4.1	5 000 000	0	3 447	0,1%	9	1 027 776	20,6%	12	1 163 124	23,3%
TOTAL	51 584 284	17	5 160 689	10,0%	263	8 109 654	15,7%	177	4 776 549	9,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 17 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 5 160 689 € soit un taux de

programmation de 10%.

- 263 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 8 109 654 € soit un taux d'engagement de 15,7%
- 177 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 4 776 549 € soit un taux de paiement de 9,3%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.2	7 028 601	13	3 470 146	49,4%	12	1 376 617	19,6%	3	340 895	4,9%
7.6.5	3 209 655	6	533 451	16,6%	5	145 963	4,5%	0	0	0,0%
7.4.3	7 876 338	12	4 734 206	60,1%	10	3 344 358	42,5%	3	644 454	8,2%
16.7.1	601 360	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
19.1.1	30 000	2	20 000	66,7%	2	20 000	66,7%	2	20 000	66,7%
19.2.1	27 338 330	417	7 252 185	26,5%	417	7 252 185	26,5%	181	3 010 564	11,0%
19.3.1	500 000	4	96 892	19,4%	4	96 892	19,4%	0	0	0,0%
19.4.1	5 000 000	21	2 581 457	51,6%	21	2 581 457	51,6%	15	1 694 575	33,9%
TOTAL	51 584 284	475	18 688 337	36,2%	471	14 817 472	28,7%	204	5 710 488	11,1%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 475 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 18 688 337 € soit un taux de programmation de 36,2%.
- 471 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 14 817 472 € soit un taux d'engagement de 28,7%
- 204 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 5 710 488 € soit un taux de paiement de 11,1%.

TO lancés :

TO 7.4.2 - Accroître l'offre de service

Ce dispositif concerne les équipements liés à l'enfance jeunesse, à la petite enfance, à la culture et au tourisme.

En 2019, 5 dossiers ont été engagés pour un montant de 974 643 € de FEADER et 3 dossiers payés en partie ou en totalité pour un montant de 340 895 € de FEADER.

A titre d'exemple, le projet de création d'un pôle pour adolescent de la Communauté de Communes Briançonne Sud Vienne (87) a été financé à hauteur de 185 901 € de FEADER pour un coût total de 344 395 €.

Depuis fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer de la sélection au "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un AAP sera lancé début 2020, suite aux disponibilités de crédits dégagées après instruction des derniers dossiers au fil de l'eau et à une proposition de transferts de crédits faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019 et validée.

TO 7.4.3 - Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux

Cette opération permet de financer des Maisons pluridisciplinaires de santé, projets très structurants à l'échelle des territoires. Les besoins de financement d'une offre de santé articulée à l'échelle d'un territoire cohérent restent plus que jamais réels dans les territoires ruraux.

En 2019, 6 dossiers ont été engagés pour un montant de 2 200 486 € de FEADER et 3 dossiers payés en partie ou en totalité pour un montant de 644 453 € de FEADER.

A titre d'exemple, le projet de Maison de santé pluridisciplinaire (MSP) de la Communauté d'Agglomération de Tulle a été financé à hauteur de 320 450 € de FEADER pour un coût total de 923 313 €. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un maillage du territoire avec l'ouverture finale de 2 maisons de santé.

Depuis fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer de la sélection au "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un AAP sera lancé début 2020, suite aux disponibilités de crédits dégagées après instruction des derniers dossiers au fil de l'eau et à une proposition de transferts de crédits faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019 et validée.

TO 7.6.5 - Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux

Cette opération permet de financer des dossiers concernant des actions d'inventaire du patrimoine et de rénovation du patrimoine culturel, afin notamment de développer le tourisme lié au patrimoine matériel et immatériel local. Au total, depuis le début de la programmation, 3 dossiers ont été engagés pour 145 963 € de FEADER.

M19 LEADER

En 2014, 11 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire limousin, ont porté une candidature pour être un Groupe d'Action Locale LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé des élus de la collectivité.

En 2019, la mesure 19 du PDR Limousin a fait l'objet de différentes avancées :

Les conventions AG-OP-GAL signées depuis 2017, sont mises à jour en 2019 par avenant pour modifier

notamment : les structures porteuses et les périmètres des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, les circuits de gestion, les fiches actions, les mouvements de maquettes financières, ainsi que la composition des Comités de programmation.

Le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en 2019, cela s'explique notamment par la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens humains et financiers dont :

- Des avances aux GAL pour l'animation/ingénierie dans l'attente du versement des aides à hauteur de 2,3 Millions € ;
- Des avances aux bénéficiaires mises en place à partir de novembre 2018 ; avec un budget réservé de 2,5 Millions € ;
- La création et le recrutement de 31 ETP, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, depuis 2017 pour gérer les dossiers LEADER ;
- La mise en place de contreparties financières, avec une enveloppe de crédits régionaux pour chaque GAL ;
- La prise en charge en plus des crédits européens, par le biais de crédits régionaux, de l'ingénierie des GAL ;
- La mobilisation de la Région Nouvelle-Aquitaine pour obtenir auprès de la Commission européenne la confirmation de la programmation au-delà de 2020 pour LEADER.

La sous-mesure 19.1 a fait l'objet de 2 dossiers programmés pour un montant de 20 000 €, qui ont été payés au titre de l'année 2019.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 213 dossiers programmés et engagés pour un montant total de FEADER de 3.823.540 € en 2019 pour les 11 GAL du PDR Limousin. 157 dossiers engagés ont également été payés en partie ou en totalité pour un montant de 2 618 637 €.

A titre d'exemple, pour la sous-mesure 19.2, le projet de l'Association les fermes médiévales de la Sentries situé dans le territoire du GAL Vallée de la Dordogne Corrèzienne est financé à hauteur de 42 951 € de FEADER pour un coût total de 71 585 €. Cette opération permet de développer et valoriser le site de visite des fermes médiévales en proposant des aménagements pour l'accueil des visiteurs et le contenu des supports de médiation.

En ce qui concerne la sous-mesure 19.3 pour la coopération territoriale, les 4 premiers dossiers ont été programmés en 2019, pour un montant total de 96 891 € de FEADER. L'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. La cellule d'animation du Réseau Rural de Nouvelle-Aquitaine, dont l'AG de lancement a eu lieu le 19/06/2019, est identifiée pour apporter un appui technique aux GAL pour la coopération LEADER.

Enfin les dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (sous mesure 19.4) ont fait l'objet de 10 dossiers programmés et engagés en 2019 pour un montant total de 1 035 122 € de FEADER et de 12 paiements pour 1 163 124 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé plusieurs temps d'échanges avec les 11 GAL du PDR Limousin, afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL. Ainsi, 1 réunion technique InterGAL, 1 Comité d'Appui (instance de suivi politique de la mesure LEADER associant 10 binôme élu-technique en GAL), 3 réunions départementales (réunion technique à l'échelle d'un département) et 1 groupe de travail « répartition de l'enveloppe complémentaire » ont eu lieu.

Un séminaire dédié à la préparation de l'évaluation du programme LEADER a été organisé avec le Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine pour l'ensemble des 52 GAL.

15 sessions de **formations** (soit 25 jours et 209 participants) orientées LEADER pour accompagner les instructeurs à l'utilisation de l'outil OSIRIS et à l'application des règlements (aides d'Etat et commande publique).

TO non lancés :

TO 16.7.1 - Coopération dans le développement rural forestier

Des dossiers ont été déposés sur ce TO mais les retards liés à l'instrumentation OSIRIS n'ont pas permis de démarrer effectivement ce TO en programmant les dossiers.

TO 19.3.1 - Préparation à la mise en œuvre de coopération par les GAL

La sous-mesure 19.3 pour la coopération territoriale n'a pas encore pu faire l'objet de programmation, mais l'Autorité de gestion a sélectionné en décembre 2018, 7 dossiers déposés par les GAL : 2 au titre de la préparation technique en vue de projets transnationaux, et 5 projets de coopération (1 en coopération transnationale et 4 en coopération interterritoriale). L'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. La cellule d'animation du RRNA, dont l'Assemblée Générale de lancement a eu lieu le 19/06/2019, est identifiée pour apporter un appui technique aux GAL pour la coopération LEADER.

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2017, 2018.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail a été réalisé pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle- Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation FEADER Nouvelle-Aquitaine, une réflexion a été menée sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence s'est faite en 2018 autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Les activités d'évaluation ont débuté à l'été 2018 en lançant un appel d'offre pour choisir un prestataire pour accompagner l'AG dans ses questions évaluatives. La mission du prestataire s'est déroulée de novembre 2018 à juin 2019. Ses missions consistaient à :

- Etablir un référentiel d'indicateurs additionnels opérationnel ;
- collecter les données;
- mener des enquêtes bénéficiaires;
- alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;

Un comité technique et un comité de pilotage ont été constitués dans ce cadre. Le COPIL est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- choisir les indicateurs additionnels les plus pertinents
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, compiler des conclusions et recommandations pour la fin du programme et dans la perspective du prochain programme.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées à travers les demandes d'aide ou demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris, expert valo) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSIGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS et profil expert valo). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSIGC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine

prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2019. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

Contrairement aux années précédentes, l'année 2019 a été une année plus de routine où l'accélération des engagements et des paiements s'est réalisée de manière significative. Cette année a également été l'occasion de mettre en place plusieurs mesures pour accélérer la mise en œuvre du PDR Limousin:

- **Modification du programme : l'année 2019 a été consacrée à 3 modifications :**

- Modification ICHN: La mesure 13 a fait l'objet d'une modification du cadre national adoptée par la Commission européenne le 27 février 2019 afin de prendre en compte l'évolution de la délimitation des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques qui entre en vigueur à compter de 2019, en application des articles 32.3 et 32.4 du règlement (UE) n° 1305/2013.

L'octroi d'un paiement dégressif a été accordé aux agriculteurs établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la nouvelle délimitation.

- Modification "Desserte forestière": valorisation des projets collectifs du point de vue du taux d'aide dans le but de mutualiser la maîtrise d'ouvrage et de favoriser l'émergence de projets cohérents à l'échelle des territoires.

- Modification stratégique avec une reventilation de maquette: la dynamique de la programmation présentait des mesures sur lesquelles une forte pression financière était exercée, comme les aides du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Parallèlement d'autres types d'opération disposaient de ressources encore importantes, permettant ainsi un redéploiement des crédits pour mieux répondre aux besoins du territoire. Certains de ces redéploiements ont entraîné la fermeture de types d'opération pour lesquels la Région ou d'autres partenaires financiers sont intervenus directement sans contrepartie FEADER. Cela permet de cibler l'intervention du FEADER sur certains types d'opération en rationalisant les temps de traitement administratif des différentes aides.

Lors de précédentes modifications en 2017 et 2018 l'Autorité de gestion a augmenté la maquette de la mesure 11 relative à l'Agriculture Biologique en raison de la dynamique de conversion à l'agriculture biologique très importante sur le territoire. Cette dynamique se traduit aujourd'hui par une forte augmentation des dossiers de maintien dans l'agriculture biologique qui a nécessité un nouvel abondement de la mesure qui sera donc orienté sur l'opération 11.2 de maintien à l'agriculture biologique.

De plus, le matériel d'occasion a été rendu éligible car il permet aux exploitations agricoles d'accéder à des matériels moins onéreux, dont la valeur se déprécie moins rapidement que celle des équipements neufs, tout en assurant leur performance et leur traçabilité.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) dit « Fonds Juncker » a été intégré à la dotation du fonds de garantie ALTER'NA : Doté de 30M€ issus de crédits régionaux et FEADER, ALTER'NA peut désormais bénéficier de crédits supplémentaires (6M€) issus du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Le FEIS vise un renouveau des investissements en période de ralentissement économique. Pour ce faire il soutient des projets en garantissant aux investisseurs un meilleur

remboursement des pertes éventuelles. Il trouve donc sa place au sein de l'instrument financier ALTER'NA et permettra ainsi de passer de 180M€ de fonds mobilisables à 240M€.

Enfin, le taux d'aide sur les projets liés aux structures hydrauliques a été abaissé pour maintenir un effet levier suffisant pour les porteurs de projets et donc d'aider potentiellement plus de projets.

- **Accompagnement renforcé des services instructeurs :**

L'autorité de gestion a également accentué son accompagnement à travers un plan de formation.

En 2019, les services instructeurs ont pu avoir accès à un catalogue de formation élargie, en plusieurs modules. Au bilan, nous avons 191 stagiaires uniques répartis sur 7 modules différents et 59 sessions. A cette offre de formation qui était orientée prioritairement vers un public de nouveaux instructeurs, nous avons également développé durant cette année 2019 un programme de formation à distance, qui a été mis à disposition des services instructeurs au premier semestre 2020.

Par ailleurs, le guide des procédures est aujourd'hui stabilisé et diffusé aux services instructeurs.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	619 095 300,00	78,91	65,26

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	619 095 300,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	619 095 300,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Les 3 programmes de développement rural de Nouvelle-Aquitaine mentionnent, dans leur section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional (RRNA).

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au RRR a été réalisée lors des Comités de suivi du 21 juin 2017, du 27 juin 2018 et du 17 octobre 2019. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agit de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons,
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets,
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets,
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projets, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation,
- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses

informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fait par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation s'est faite par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement avaient été élaborés fin 2017.

Un cahier des charges avait été établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec le RRN,
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

Un Comité de Pilotage associant les services de l'Etat (DRAAF, DREAL et SGAR) et les services opérationnels de la Région a été mis en place en début d'année 2019. Il s'est réuni pour la première fois le 29 mai 2019. Une seconde réunion, prévue initialement au mois d'octobre 2019, a dû être reportée au 23 janvier 2020, en raison de l'absence prolongée de la personne référente au sein de la cellule d'animation externalisée.

L'Assemblée Générale de lancement du Réseau s'est tenue le 19 juin 2019. Elle rassemblée plus de 70 participants.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

L'année 2019 a été marquée par le démarrage et le début de la mise en œuvre du plan d'action du Réseau :

- Création de la base de données des membres de l'Assemblée Générale : 1.650 contacts (collectivités, administrations, organismes de développement, organismes économiques, établissements d'enseignement agricole, associations,...),
- Une grande enquête en ligne auprès de ces contacts et des GAL, pour connaissance et recueil des attentes vis-à-vis du Réseau
- Pilotage du Réseau :

-Une réunion de lancement interne avec les services de la Région le 11/02/2019

-Un COPIL le 29/05/2019 : propositions de thèmes issus de l'enquête pour l'AG : Mobilités, Numérique, Tourisme pluriel. Ces thèmes donneront lieu à des groupes de travail thématiques.

- Les grands évènements du Réseau :
 - Assemblée générale de lancement le 19/06/2019, à Jonzac (17)
 - Un séminaire évaluation LEADER le 28/11/2019 à Melle (79), participation de 40 GAL sur 52.
- Le réseautage :
 - MCDR (appel à projets du RRN Mobilisation Collective pour le Développement Rural) : journée nationale du 07 février (AG + cellule d'animation).
 - Réunion des réseaux ruraux régionaux (AG) le 27 février.
 - Accueil ENRD et RRN les 19 et 20 septembre à Poitiers (AG). 15ème rencontre des RRN. C'est à la Maison de la Région de Poitiers, que se sont réunis les RRN de vingt-trois États membres et neuf RRR français, Réseau rural français et le Réseau Européen de Développement Rural, en collaboration avec la Région.
- Forum Ruralités le 23 octobre à La Souterraine (AG)
- Journée mobilités le 03 décembre à Jonzac (cellule d'animation)
- Les productions du réseau :

-Une cartographie des réseaux régionaux en présence, autour du développement rural en Nouvelle-Aquitaine, pour construire la complémentarité : identification, pilotage, membres, périmètre des interventions, nature des interventions.

-Une contribution à l'évaluation des PDR avec analyse des RAMO renforcés 2018 des GAL, et la rédaction de Résumés citoyens LEADER Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes

- La communication :
 - Le réseau rural communique à travers deux pages web, une hébergée sur le site du Réseau Rural Français <https://www.reseaurural.fr/region/nouvelle-aquitaine> et la deuxième sur le site l'Europe en Nouvelle-Aquitaine <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/urbain-et-rural/le-reseau-rural-en-nouvelle-aquitaine.html>
 - Pour être visible lors des manifestations, le réseau s'est pourvu d'un kakémono.
 - Une Newsletter a été élaborée fin 2019 et publiée début 2020.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Afin de présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux.

Une synergie avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

La communication a été essentiellement dirigée vers le grand public et les porteurs de projet.

Les actions de communication, mises en place pour assurer la transparence et la notoriété des programmes européens sont :

- Une mise en ligne régulière sur le site internet et une présence sur les réseaux sociaux ont vocation à informer le grand public et à accompagner les partenaires et les bénéficiaires.

La cartographie permet de visionner en quelques clics les projets financés par l'Europe par thématiques, par territoires, par année de programmation.

Statistiques du site internet : 11 313 pages vues par mois (135 760 vues en 2019)

Pages les plus consultées :

1-« Programmes européens 2021-2027 » page informant le partenariat de la nouvelle programmation / **13 231 vues**

2-« Je suis un bénéficiaire » page permettant au bénéficiaire de fonds européens d'accéder au dépôt et au suivi de son dossier / **5 711 vues**

3-« Que soutient l'Europe dans ma région » page présentant les différents types d'aides européennes possible en Nouvelle-Aquitaine / **4 900 vues**

4-« J'ai un projet » page avec un moteur de recherche permettant d'aiguiller un bénéficiaire potentiel sur un contact pour son projet / **2 849 vues**

5-« Appels à projets » qui correspond à la cartographie des projets soutenus sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. / **2 561 vues**

6-Moteur de recherche sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.eu : Nombre de mails envoyés aux services thématiques en 2019 / **97**

Statistiques réseaux sociaux (nombre d'abonnés) au 1er janvier 2020:

Twitter : **2 787**

Facebook : **2 430**

- La diffusion de diverses brochures permet de rendre compte de l'intervention européenne sur le territoire auprès du grand public. Ces documents, illustrés par des projets financés par l'Europe et complétés par des chiffres, sont aussi des sources d'informations pour les journalistes.

Exemples : L'Europe et vous, book thématique

Lien vers la page « Médiathèque » du site : **<http://bit.ly/mediathèqueUE>**

- Tous les 2 mois, après chaque instance de consultation, un communiqué de presse permet d'informer la presse des derniers projets programmés.

*Statistiques : **Près de 170 retombées presse recensées en 2019***

*Nombre de Communiqués de presse après chaque instance de consultation : **6**
(http://bit.ly/espace_presseUE)*

- Des vidéos de bénéficiaires qui témoignent de manière concrète du soutien de l'Europe :
[**http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe**](http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe)
- Campagne bénéficiaires de fonds européens avec 3 insertions dans la PQR de la Nouvelle-Aquitaine et déclinée dans la presse digitale. Les témoignages des bénéficiaires ont pour objectif de rendre concret l'intervention de l'Europe sur le territoire.

Statistiques de la campagne : diffusions dans la PQR 465 059 ex/jour et 2 241 182 impressions sur le net avec 2 470 clics

- Un article dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine « l'Europe et les territoires » a permis d'informer tous les néo-aquitains de l'apport de l'Europe en matière d'aménagement du territoire.

-Statistiques : le journal de la Nouvelle-Aquitaine est distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la Nouvelle-Aquitaine soit : 2,7 millions d'exemplaires.

- Le calendrier Europe 2019 souligne les rendez-vous annuels de l'Union européenne. Ce support, distribué auprès de l'ensemble du partenariat et bénéficiaires, grand public, a permis de promouvoir les 10 ans du Joli Mois de l'Europe.
-
- La grande action annuelle de communication récurrente est le Joli Mois de l'Europe. Cet événement fédérateur permet de marquer davantage la présence de l'Europe dans le quotidien des Néo-aquitains. Accompagner tous les événements en lien avec l'Europe organisés en mai permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

Statistiques : en 2019 c'est 203 événements, 93 organisateurs labellisés dans les 12 départements. 295 retombées médias ont été recensées (médias traditionnels - presse écrite/web/radio et influenceurs sur les réseaux sociaux - blogueurs, instagrammers). 258 participants au concours « Écrivez l'Europe » via le site internet, Facebook et flyer distribués sur les événements.

Facebook /

Audience des publications : Mai 2019 : 213 307 vues / 486 commentaires

Twitter /

Impressions (nombre de fois que les utilisateurs ont vu les tweets): 12 400

Les grandes actions du JME :

- Recensement et animation des structures participantes au JME
- une exposition a permis de présenter les premiers résultats visibles des programmes européens avec des exemples concrets de projets. L'exposition a été mise à disposition des CIED et des conseils départementaux.
- un concours d'écriture proposait aux participants de raconter leur Europe ». Impression sous forme de livret des 12 meilleures histoires : **258 participants**
- 4 simulations du Parlement européen à destination des lycéens de la Nouvelle-Aquitaine
- une campagne média : audio digital : **344 935 diffusions**, campagne Facebook JME et concours d'écriture **801 624 diffusions**, campagne mobile **500 027 diffusions**
- un blogtrip et une soirée spectacle à destination de 12 influenceurs qui ont communiqué sur leurs réseaux sociaux sur des événements organisés dans le cadre du JME : **167 retombées influenceurs**
- un supplément du journal de la Nouvelle-Aquitaine « L'Europe à nos côtés ». Avec un aspect pédagogique sur l'Europe et sur les fonds européens, ce 4 pages était illustré par des projets financés par l'Europe. Il permettait également de promouvoir le JME.

Statistiques : distribution à 2,7 millions d'exemplaires

- Un accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité. Sont à leur disposition des notices sur les obligations de publicité, des autocollants Europe dans plusieurs formats, une plaque générique, des vidéos. Ces supports ainsi que les maquettes d'affiche A3, panneau de chantier, plaque, logos sont téléchargeables sur le site internet : **http://bit.ly/obligations_comUE**
- La mise à disposition de supports de communication, Roll-up, oriflammes, fulangas a pour objectif de marquer la présence de l'Europe à l'occasion de manifestations et d'inaugurations.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	11-09-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Oui
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	12-11-2018

Liste des instruments financiers

Nom de l'instrument financier	Type d'instrument financier	Fonds de fonds associé
Alter'NA	Fund of funds	

I. Identification of the programme and priority or measure from which support from the ESI Funds is provided (Article 46(2)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
1. Priority axes or measures supporting the financial instrument, including fund of funds, under the ESI Fund programme.	
1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
2. Name of ESI Fund(s) supporting the financial instrument under the priority axis or measure	EAFRD
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	M04 / 2A: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	T03: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
4. other ESI Fund programmes providing contribution to the financial instrument	
4.1. CCI number of each other ESI Fund programme providing contributions to the financial instrument	
30. Date of completion of the ex ante assessment	Sep 11, 2018
31. Selection of bodies implementing financial instrument	
31.1. Has selection or designation process already been launched	Yes
II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
5. Name of the financial instrument	Alter'NA
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	
7. Implementation arrangements	
7.1. Financial instruments set up at Union level, managed directly or indirectly by the Commission referred to in Article 38(1)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013, supported from ESI Fund programme contributions	No
7.1.1. Name of the Union-level financial instrument	
7.2. Financial instrument set up at national, regional, transnational or cross-border level, managed by or under the responsibility of the managing authority referred to in Article 38(1)(b), supported from ESI Fund programme contributions under point (a), (b), (c) and d) of Article 38(4) of Regulation (EU) No 1303/2013	Entrustment of implementation tasks, through the direct award of a contract
7.3. Financial instrument combining financial contribution from MA with EIB financial products under European Fund for Strategic Investment in accordance with Article 39a, referred to in Article	

38(1)(c)	
8. Type of the financial instrument	Fund of funds
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial institution	Fiduciary account
III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
11. Body implementing the financial instrument	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds Européen d'Investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37B, avenue JF Kennedy, L-2968 Luxembourg, LUXEMBOURG
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	Other: 4,936,679.00 Total: 4,936,679.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 2,998,960.00

	Total: 2,998,960.00
14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 4,936,679.00 Total: 4,936,679.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 1,937,719.00 Other: 0.00 Total: 1,937,719.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 1,937,719.00 Total: 1,937,719.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	M04: 44,383.00 Total: 44,383.00
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	M04: 44,383.00 Total: 44,383.00
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	
19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)	

32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	Yes
32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	
VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)	
38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	1,937,719.00
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	1,937,719.00
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	1,937,719.00
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for	

the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
--	--

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2019			0,01	1,38	0,73
		2014-2018			0,01	1,38	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2019					25,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2019					0,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2019			4,00	3,81	105,00
		2014-2018			4,00	3,81	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2019	10,08	123,28	10,12	123,77	8,18
		2014-2018	7,65	93,56	7,66	93,69	
		2014-2017	9,08	111,05	4,87	59,56	
		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	79 776 806,81	105,00	50 677 614,04	66,70	75 980 284,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	80 000,00	2,88	76 143,90	2,74	2 777 778,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	79 375 035,98	109,99	50 601 470,14	70,12	72 165 706,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			146 759 684,44	93,39	157 140 154,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			50 405 781,34	76,02	66 303 250,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			1 476,00	123,31	1 197,00
M04.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			195 688,80	12,11	1 615 935,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	321 770,83	31,03	0,00	0,00	1 036 800,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2019	5,46	67,17	5,46	67,17	8,13
		2014-2018	4,45	54,75	4,45	54,75	
		2014-2017	15,66	192,66	3,28	40,35	
		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	29 178 354,91	71,49	19 684 785,32	48,23	40 812 628,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	29 178 354,91	71,49	19 684 785,32	48,23	40 812 628,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2019			61 142 575,00	149,81	40 812 628,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			19 684 785,32	48,23	40 812 628,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			800,00	67,23	1 190,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2019	2,25	49,46	1,81	39,79	4,55
		2014-2018	2,07	45,50	0,25	5,50	
		2014-2017	2,47	54,30	1,81	39,79	
		2014-2016	1,80	39,57			
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
	% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)	2014-2019			2,73	30,33	9,00
		2014-2018			1,80	20,00	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	8 043 881,76	52,83	3 575 766,69	23,49	15 225 730,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 309 163,71	61,56	1 364 088,44	36,37	3 750 960,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			26,00	4,51	576,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	5 734 718,05	53,70	2 211 678,25	20,71	10 678 427,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			9 473 337,72	22,18	42 713 708,00
M04.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			3,00	30,00	10,00
M04.2							
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2019			0,00	0,00	90,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2019			1,21	41,87	2,89
		2014-2018			0,88	30,45	
		2014-2017			0,62	21,45	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2019			16,75	221,60	7,56
		2014-2018			8,51	112,59	
		2014-2017			7,27	96,18	
		2014-2016			0,61	8,07	
		2014-2015			0,61	8,07	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2019			11,37	216,42	5,25
		2014-2018			8,51	161,98	
		2014-2017			6,89	131,14	
		2014-2016			0,37	7,04	
		2014-2015			26,54	505,17	
	Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)	2014-2019					30,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	545 504 073,04	89,24	504 914 063,49	82,60	611 294 458,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	69 808,80	6,80	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	241 221,44	20,03	73 295,87	6,09	1 204 450,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			110 965,89	7,37	1 505 562,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			16,00	9,52	168,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	5 409 265,83	33,23	2 180 155,07	13,39	16 279 739,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	4,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	36 161 540,69	96,21	26 347 973,59	70,10	37 586 204,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			23 631,01	68,62	34 435,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	39 193 700,10	130,39	11 884 102,78	39,54	30 058 052,00

M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			4 389,87	10,97	40 020,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			2 348,34	13,68	17 160,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	464 428 536,18	88,44	464 428 536,18	88,44	525 126 759,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			191 708,75	125,74	152 460,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			273 470,21	97,94	279 223,44
M13.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			92 063,95	94,02	97 915,29

Domaine prioritaire 5B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5B	T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	2014-2019	1 689 611,85	143,87	1 689 611,85	143,87	1 174 381,00
		2014-2018	1 176 205,43	100,16	1 176 205,43	100,16	
		2014-2017	1 317 540,54	112,19	927 103,46	78,94	
		2014-2016			887 524,53	75,57	
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	71,02	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	502 514,09	95,09	489 282,61	92,58	528 471,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	502 514,09	95,09	489 282,61	92,58	528 471,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			1 689 611,85	143,87	1 174 381,00
M04.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			31,00	77,50	40,00
M04.2							
M04.3							

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2019					16 400 000,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2019			4,19	95,75	4,38
		2014-2018			3,97	90,72	
		2014-2017			1,86	42,50	
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	21 875 288,36	71,51	15 554 232,14	50,85	30 588 900,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	46 887,17	41,18	32 371,80	28,43	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 455 011,37	50,97	798 146,07	16,57	4 816 724,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			1 513 408,18	20,42	7 410 344,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	4 117 170,77	79,91	2 862 663,00	55,56	5 152 306,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	400 000,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	160 000,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	80 000,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	639 776,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	98,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			2 862 663,00	67,00	4 272 530,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	15 256 219,05	74,40	11 861 051,27	57,84	20 506 000,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			44 245,33	70,73	62 551,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2019					39,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	3 042 429,13	45,06	1 872 091,41	27,73	6 751 914,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	3 042 429,13	45,06	1 872 091,41	27,73	6 751 914,00
M07.1 M07.2 M07.3 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			11,00	15,71	70,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2019					24,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2019					87,44
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2019			71,96	99,98	71,98
		2014-2018			71,96	99,98	
		2014-2017			71,96	99,98	
		2014-2016			71,96	99,98	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	22 841 862,15	31,81	8 229 897,93	11,46	71 804 774,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	9 126 587,67	34,70	1 917 507,02	7,29	26 301 111,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2019					652 500,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			7,00	10,77	65,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	22,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	13 715 274,48	31,01	6 312 390,91	14,27	44 231 663,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2019			536 987,00	99,98	537 120,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2019			11,00	100,00	11,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			25 000,00	2,28	1 096 250,00

M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			4 136 924,91	11,82	35 010 413,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019					1 875 000,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			2 150 466,00	34,41	6 250 000,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé citoyen 2019	Résumé à l'intention des citoyens	01-09-2020		Ares(2020)7142540	922708813	Résumé citoyen 2019	27-11-2020	nazouzfa
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP074	Annexe financière (systèmes)	25-11-2020		Ares(2020)7142540	1351426461	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP074_fr.pdf	27-11-2020	nazouzfa

